

ECO

By Lodj

27
Avr
26

www.lodj.ma

BUSINESS

PME

TPE

STARTUP

ARCHIVES
ETATQUES
2024

ARCHIVES
ETATQUES
2024

CE QUE LES POLITIQUES

N'ONT PAS COMPRIS DE L'IA



@lodjmaroc



Certaines images de ce magazine peuvent avoir été créées par intelligence artificielle.

SOMMAIRE

EDITO

CE QUE LES POLITIQUES N'ONT PAS COMPRIS DE L'IA

- 1- HCP : confiance des ménages en hausse au Maroc, mais les prix restent une inquiétude
- 2- La crise, la preuve par 9
- 3- Le câble Maroc-Espagne sous haute surveillance
- 4- Hydrocarbures et mines : La réforme de l'ONHYM ouvre une nouvelle étape, sous surveillance
- 5- IA dans les PME : le vrai virage commence maintenant
- 6- Ryanair et la maintenance moteur : Le Maroc peut gagner gros, à condition de viser plus haut que l'assemblage
- 7- Entreprises : Le record de 2025 dit quelque chose du Maroc, mais pas toute l'histoire
- 8- SIAM : Rabat et Paris avancent
- 9- Maroc 2030 : 14 milliards de dollars pour accélérer la machine transport
- 10- SIAM 2026 : le Maroc et la France renforcent leur alliance agricole stratégique
- 11- Merck biopharmaceutique et Google Cloud : un pari à 1 milliard de dollars, pourquoi faire ?
- 12- Essaouira : 235 millions de dollars pour des hôtels, golf, commerces, restauration, animation et loisirs
- 13- Rabat au cœur de la bataille des drones
- 14- Architectes : Une profession en crise qui parle aussi du modèle urbain
- 15- Start-up et grands groupes : un dialogue encore fragile au Maroc

ECO
BUSINESS

By Ladj



Imprimerie Arrissala

27

AVR | 2026

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ÉQUIPE DE RÉDACTION : LYCHA JAIMSSY MBELE - MAMOUNE ACHARKI
MAMADOU BILALY COULIBALY

MAQUETTES / QUOTIDIENS 7DAYS : RIM KHAIROUN

WEBDESIGNER / COUVERTURE / ALIMENTATION & MISE EN PAGE : IMAD BEN BOURHIM

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLAHCEN

L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

www.pressplus.ma



By Lodj

BILAN SOCIAL MEDIA

1ER TRIMESTRE 2026

+100 MILLIONS
DE PERSONNES TOUCHÉES



INSTAGRAM

- 67,23 M VUES (+378,7%)
- 163 270 ABONNÉS (+13,9%)
- 942 000 INTERACTIONS



FACEBOOK

- 34,8 M VUES (+53,4%)
- 418 819 ABONNÉS
- 127,1K INTERACTIONS



YOUTUBE

- 3,5 M VUES
- 1,19 M ABONNÉS



TIKTOK

- 1,4 M VUES (-40,2%)
- 172 700 ABONNÉS

INSTAGRAM EXPLODE, FACEBOOK CONSOLIDE,
TIKTOK FLÉCHIT, YOUTUBE STABLE.

EDITO

CE QUE LES POLITIQUES N'ONT PAS COMPRIS DE L'IA

L'autonomie des IA double tous les 4 mois pendant que la décision publique pense encore en années

Au Maroc, comme ailleurs, une partie du débat politique sur l'intelligence artificielle reste en surface.

On parle d'innovation, de start-up, de formation, de digitalisation des services publics, parfois de souveraineté numérique. Tout cela compte, bien sûr. Mais cela ne touche pas encore le cœur du sujet. Car ce que beaucoup de responsables n'ont pas compris, c'est que l'IA n'est plus simplement une technologie nouvelle à intégrer dans l'économie. Elle est en train de devenir une puissance autonome d'exécution, de production et bientôt de conception, avec un rythme d'évolution qui n'a plus grand-chose à voir avec le temps administratif, parlementaire ou gouvernemental. Le signal le plus important du texte est là : les capacités d'autonomie de certaines IA progressent non pas de manière linéaire, mais exponentielle,

avec un doublement qui s'est accéléré jusqu'à environ tous les quatre mois.

C'est ce point que la culture politique classique saisit mal. Le raisonnement humain, surtout institutionnel, pense souvent par continuité : un peu plus cette année, un peu mieux l'an prochain, puis une réforme, puis un ajustement, puis une loi. Or l'IA ne suit plus ce rythme rassurant. Le mécanisme du doublement change tout.

Quand une machine passe de quelques secondes d'autonomie à quelques minutes, le phénomène semble encore gérable. Quand elle passe de quelques minutes à une heure, beaucoup y voient un simple progrès. Mais quand cette logique se poursuit, on n'ajoute pas seulement du confort ou de la vitesse : on change de nature.

Une IA capable d'agir de façon fiable pendant plusieurs heures sur une tâche complexe cesse d'être un assistant ponctuel. Elle devient un quasi-collaborateur. Puis, à mesure que ce temps s'allonge encore, elle devient un agent.

C'est-à-dire une entité capable non seulement de répondre, mais d'enchaîner des actions, de tester, de corriger, de recommencer, d'avancer seule.

Le plus ironique, au fond, est que le retard politique se nourrit d'une illusion démocratique. Beaucoup d'élus et de responsables publics testent des outils grand public, parfois gratuits, parfois limités, et en concluent que l'IA reste impressionnante mais encore imparfaite, encore brouillonne, encore dépendante de l'humain. Il y a lieu de souligner justement qu'une part infime des utilisateurs accède réellement aux capacités les plus avancées. Cela veut dire que la perception collective repose souvent sur une version affaiblie de la réalité technologique.

Pendant ce temps, dans les laboratoires, les grandes entreprises et certains centres de décision, le vrai match se joue ailleurs. Il se joue dans la capacité à disposer des meilleurs modèles, des meilleures puces, des meilleurs ensembles de données, des meilleurs chercheurs, des meilleures boucles d'itération. Et donc, derrière le débat apparent sur la souveraineté numérique, une autre question surgit. La souveraineté ne se résume plus à posséder un data center, un cloud local, une réglementation ou une capacité de stockage. Elle se déplace vers celui qui contrôle les systèmes capables d'apprendre, d'agir, de concevoir et d'accélérer leur propre amélioration.

Alerte R&D : IA peut écrire du code pour une future IA

Pour bien comprendre, il faut sortir de l'image trompeuse du chatbot. Beaucoup de décideurs, et même beaucoup de citoyens, voient encore l'IA sous la forme d'une conversation à l'écran :



une question, une réponse, un résumé, une image, un texte. Mais cette interface n'est qu'une vitrine. Le vrai basculement commence quand le modèle est relié à des outils, à des bases de données, à des environnements d'exécution, à des logiciels métiers, à des systèmes de contrôle, à des flux d'information. À ce moment-là, l'IA ne se contente plus de produire du langage ; elle entre dans la chaîne du faire. Et c'est là que la politique marocaine, comme beaucoup d'autres, risque de regarder le mauvais sujet. Elle croit souvent parler d'usages. En réalité, elle devrait déjà parler d'architecture du pouvoir et de souveraineté humaine.

Le Maroc a pourtant de bonnes raisons de prendre ce virage au sérieux. Non pas dans la panique, ni dans la fascination, mais dans la lucidité. Nous sommes un pays où l'État reste central, où l'administration structure encore une grande partie de la vie économique et sociale, où la modernisation est un impératif, mais aussi un terrain de fragilité. Dans un tel contexte, l'IA ne sera pas seulement un levier de compétitivité pour quelques entreprises innovantes. Elle peut devenir un facteur de reconfiguration silencieuse du travail qualifié, de la relation au savoir, de la hiérarchie dans les organisations, de la capacité d'arbitrage et même du rapport entre citoyens, experts et décideurs.

Prenons un exemple simple. Tant qu'une IA aide un journaliste, un cadre, un avocat, un consultant ou un développeur à aller plus vite, on peut encore parler d'outil. Mais lorsqu'elle devient capable d'assumer seule une séquence longue de travail,

de produire une première version exploitable, de vérifier des incohérences, de proposer des corrections, d'itérer sans fatigue, alors elle commence à déplacer le centre de gravité de la compétence. Le texte l'explique clairement : plus l'autonomie se prolonge, plus on s'éloigne du gadget pour entrer dans le territoire du collègue artificiel, puis de l'agent autonome.

Et ce n'est pas tout. Le second point, encore plus décisif, concerne la recherche et développement. Le grand public imagine encore que les nouveaux modèles d'IA sont conçus exclusivement par des ingénieurs humains, dans un schéma classique : l'homme invente, la machine exécute. Or nous sommes déjà entrés dans une zone plus troublante. La réalité rappelle qu'une IA de plus en plus performante contribue à créer la génération suivante.

Autrement dit, l'outil entre dans la fabrication de son propre successeur. Cette boucle d'auto-accélération est probablement l'un des faits les plus importants de notre époque.

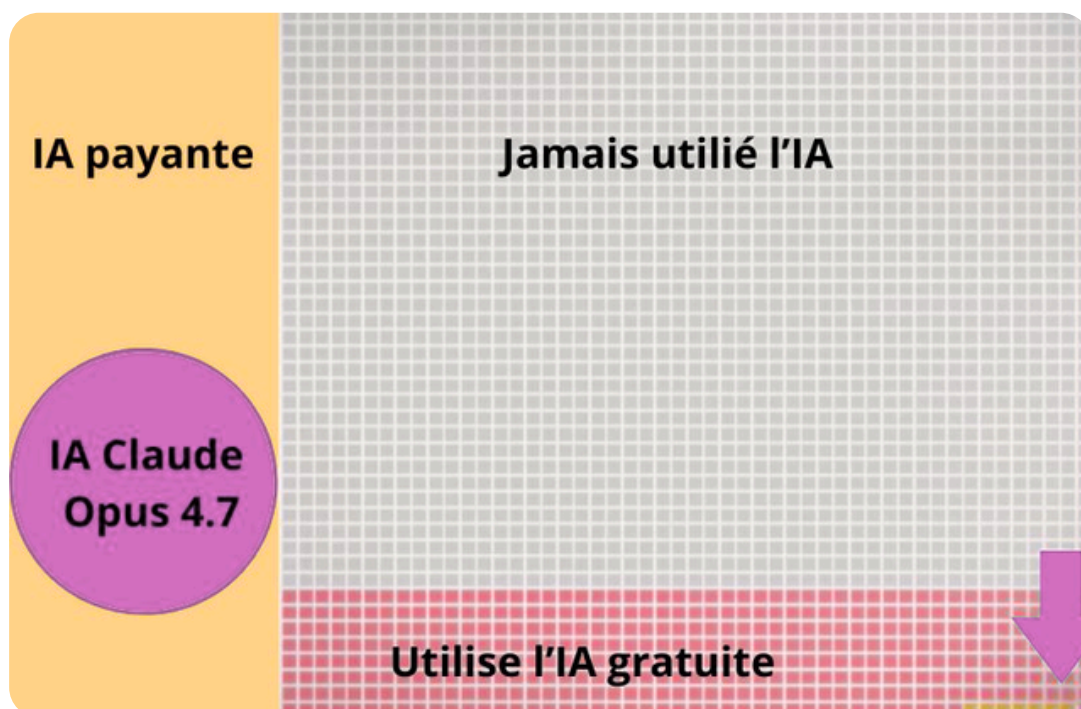
Que signifie concrètement cette boucle ? D'abord, qu'une IA peut aider à écrire du code pour une future IA.

Ensuite, qu'elle peut tester plus vite un grand nombre de variantes. Puis qu'elle peut détecter des erreurs, suggérer des optimisations, accélérer l'entraînement, améliorer les interfaces, mieux documenter les résultats, assister les équipes dans l'analyse des performances. À chaque étape, le temps gagné n'est pas seulement un gain de productivité ; c'est un gain de vitesse évolutive. Et si cette vitesse elle-même alimente le cycle suivant, alors nous ne sommes plus dans l'innovation ordinaire. Nous sommes dans une spirale où la machine participe à son propre perfectionnement.

C'est ici que les politiques marocains devraient s'arrêter un instant et regarder la réalité en face.

Le sujet n'est plus seulement : "Comment former nos jeunes à l'IA ?" ni même : "Comment attirer des investissements dans l'IA ?" Ces questions sont nécessaires, mais insuffisantes.

La vraie question devient : que vaut une stratégie publique classique quand la technologie qu'elle prétend accompagner change de niveau plusieurs fois pendant la durée de préparation d'une seule réforme ? Une administration qui met deux ans à cadrer un sujet peut se retrouver face à un paysage entièrement transformé avant même d'avoir publié ses décrets d'application.



Le plus ironique, au fond, est que le retard politique se nourrit d'une illusion démocratique. Beaucoup d'élus et de responsables publics testent des outils grand public, parfois gratuits, parfois limités, et en concluent que l'IA reste impressionnante mais encore imparfaite, encore brouillonne, encore dépendante de l'humain. Il y a lieu de souligner justement qu'une part infime des utilisateurs accède réellement aux capacités les plus avancées. Cela veut dire que la perception collective repose souvent sur une version affaiblie de la réalité technologique.

Pendant ce temps, dans les laboratoires, les grandes entreprises et certains centres de décision, le vrai match se joue ailleurs. Il se joue dans la capacité à disposer des meilleurs modèles, des meilleures puces, des meilleurs ensembles de données, des meilleurs chercheurs, des meilleures boucles d'itération. Et donc, derrière le débat apparent sur la souveraineté numérique, une autre question surgit. La souveraineté ne se résume plus à posséder un data center, un cloud local, une réglementation ou une capacité de stockage. Elle se déplace vers celui qui contrôle les systèmes capables d'apprendre, d'agir, de concevoir et d'accélérer leur propre amélioration.

Rupture philosophique et politique majeure.

Au Maroc, cela devrait nous obliger à élargir notre définition stratégique de la souveraineté. Jusqu'ici, nous la pensions surtout entre États : dépendance ou indépendance, puissance nationale ou domination étrangère, autonomie technologique ou importation de solutions. Demain, et peut-être déjà aujourd'hui, cette lecture sera trop étroite. Car le rapport de force ne se joue plus seulement entre Rabat, Washington, Pékin ou Bruxelles, ni même entre États et géants privés. Il commence à se jouer aussi entre deux formes d'intelligence : l'intelligence biologique, lente, fatigable, incarnée, humaine ; et l'intelligence artificielle, itérative, scalable, continue, partiellement autonome.

C'est là, sans doute, que se trouve la rupture philosophique et politique majeure. Nous avons longtemps cru que la question de la souveraineté était : qui commande les machines ? Mais la question qui arrive est plus dérangeante : à partir de quel seuil les machines commencent-elles à restructurer les conditions mêmes dans lesquelles l'humain décide, travaille, arbitre et gouverne ? Tant que l'IA restait un outil, la souveraineté consistait à en garder le contrôle. Mais si l'IA devient un agent, puis un producteur d'architectures, puis une aide à la conception des modèles suivants, alors la souveraineté change de nature. Elle ne se mesure plus seulement en frontières, en lois ou en infrastructures. Elle se mesure en capacité humaine à ne pas être déclassée dans la production du jugement.

Voilà ce que les politiques n'ont pas encore pleinement compris. L'IA avance en mois. La politique répond en mandats. Et le Maroc, s'il veut rester acteur plutôt que simple terrain d'application, devra penser plus vite, plus profondément et plus stratégiquement. Non pour céder à la peur. Mais pour éviter de découvrir trop tard que la nouvelle ligne de fracture du monde ne passe plus seulement entre nations riches et nations pauvres, ni entre public et privé, mais entre l'intelligence biologique qui hésite encore et les systèmes artificiels qui, eux, n'attendent plus.

La nouvelle souveraineté ne sera pas seulement celle des États entre eux ou face aux groupes privés. Elle sera aussi, de plus en plus, celle de l'humain face à ce qu'il a créé.

Et pourtant, le monde a déjà vécu sous le régime d'un doublement silencieux.

Pendant des décennies, la loi de Moore nous a habitués à une idée simple et presque rassurante : tous les deux ans environ, la puissance de calcul augmentait, les transistors se multipliaient, les machines devenaient plus rapides et moins coûteuses. Nous avons bâti une partie de la modernité numérique sur cette progression régulière, presque devenue naturelle. Mais ce que nous voyons aujourd'hui avec l'intelligence artificielle est d'une autre nature. Hier, le doublement concernait la capacité des puces. Aujourd'hui, il touche de plus en plus l'autonomie des systèmes, leur aptitude à travailler seuls, à concevoir, à corriger, à accélérer la génération suivante. Autrement dit, nous ne sommes plus seulement face à une hausse de puissance. Nous sommes face à une montée en capacité d'agir. Et c'est là que commence la vraie rupture. Car si la loi de Moore a changé nos machines, le doublement de l'autonomie des IA pourrait, lui, changer le statut même de l'humain dans la production de l'intelligence.

Adhane Benchakroun



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...

www.pressplus.ma

HCP : CONFIANCE DES MÉNAGES EN HAUSSE AU MAROC, MAIS LES PRIX RESTENT UNE INQUIÉTUDE

La confiance des ménages marocains progresse au début de 2026 selon le HCP, mais cette amélioration du moral reste freinée par des perceptions toujours négatives sur les prix et le pouvoir d'achat.

Une amélioration du moral, mais un équilibre encore fragile

Début 2026, les ménages marocains semblent souffler un peu... sans vraiment relâcher la pression.

Selon les dernières données du Haut-Commissariat au Plan (HCP), l'Indice de Confiance des Ménages grimpe à 64,4 points au premier trimestre 2026, contre 57,6 points le trimestre précédent et 46,6 points un an plus tôt.

Sur le papier, la tendance est claire : le moral remonte. Les anticipations sont moins pessimistes, l'environnement économique est perçu comme un peu moins sombre, et certains indicateurs passent même du rouge à une zone plus "neutre". Mais dans la vie quotidienne, le ressenti reste plus nuancé.

Dans les discussions de quartier, au marché ou dans les transports, un constat revient souvent : "ça va un peu mieux... mais tout reste cher".

Niveau de vie et chômage : des inquiétudes toujours bien présentes

Derrière la hausse de l'indice global, les perceptions du quotidien racontent une autre histoire.

Une large majorité des ménages, environ 75 %, estime que son niveau de vie s'est dégradé sur les douze derniers mois.

Même si ce chiffre est légèrement meilleur qu'avant, il reste très élevé. Peu de foyers parlent d'amélioration réelle, et une grande partie continue de ressentir une pression sur les dépenses du mois.

Pour les mois à venir, le ton est un peu moins alarmiste, mais pas totalement rassurant. Une part importante des ménages anticipe encore une dégradation du niveau de vie, même si la tendance est moins pessimiste qu'auparavant.

Côté emploi, même constat en demi-teinte. Les inquiétudes sur le chômage reculent légèrement, mais restent présentes. Plus de la moitié des ménages pensent que le chômage pourrait augmenter, ce qui montre que la confiance reste fragile malgré l'amélioration globale des indicateurs.

Pouvoir d'achat sous tension : carburants et alimentation au centre des préoccupations

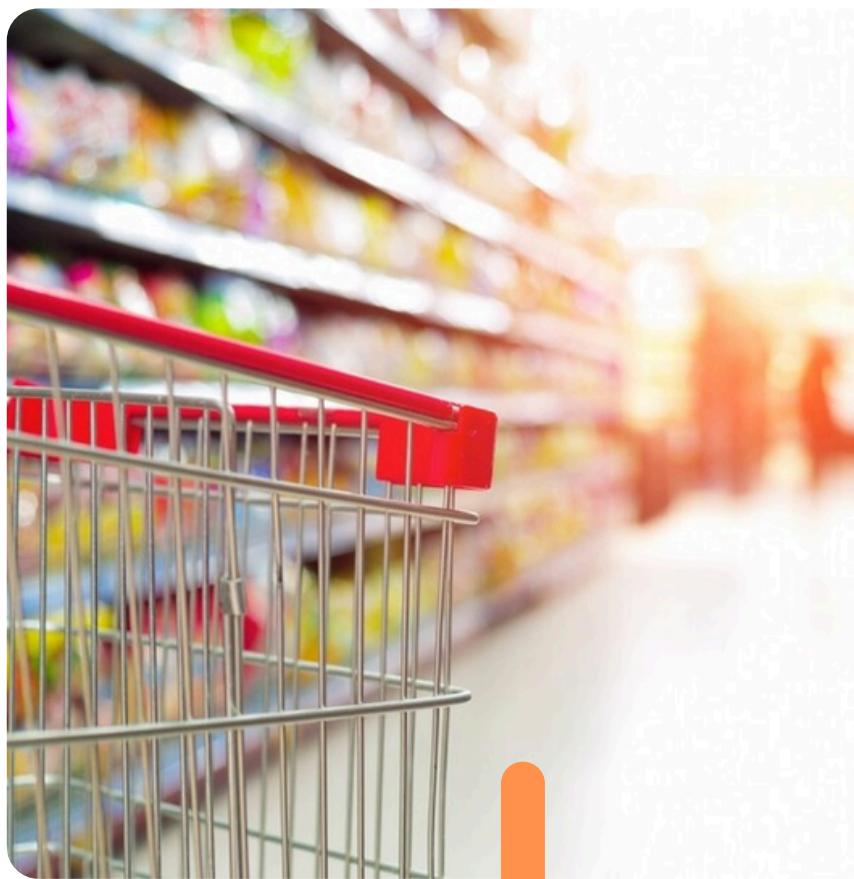
Si un sujet cristallise toutes les inquiétudes, c'est bien celui des prix.

Les produits alimentaires restent au cœur des tensions. Plus de 90 % des ménages estiment que les prix ont augmenté récemment.

Et pour les prochains mois, une large majorité s'attend encore à une hausse continue. Dans les faits, cela se traduit par une sensation de "panier de courses qui ne cesse de grimper", souvent évoquée dans les foyers.

Autre point sensible : les carburants. Les récentes hausses continuent d'alimenter le débat public, avec des effets directs sur le transport, la logistique et donc, indirectement, sur les prix finaux.

Une pression ressentie par les consommateurs, qui ont parfois le sentiment de subir des hausses successives sans véritable amortisseur.



Des finances personnelles un peu plus stables, mais l'épargne reste difficile

Sur le plan individuel, les ménages affichent un léger mieux. Près de 60 % estiment couvrir leurs dépenses avec leurs revenus. Mais une part importante continue de puiser dans l'épargne ou de s'endetter pour tenir le mois.

Bonne nouvelle toutefois : les perspectives financières s'améliorent légèrement. Certains ménages se disent un peu plus confiants pour les mois à venir, et le solde devient même positif sur les anticipations financières.

Mais un point bloque toujours : l'épargne. Très peu de foyers pensent pouvoir mettre de l'argent de côté dans un futur proche.

Le réflexe d'épargne reste donc limité, preuve que la marge de manœuvre reste faible pour beaucoup de familles.



Une confiance en hausse... mais une vigilance toujours de mise

Au final, 2026 démarre sur un paradoxe bien marocain : des indicateurs de confiance qui remontent, mais un quotidien encore sous pression.

Entre amélioration du moral et coût de la vie élevé, les ménages avancent avec prudence. Une forme de reprise de confiance, oui... mais sans illusion sur la réalité des prix.

Et dans les prochaines enquêtes du HCP, tout l'enjeu sera de voir si cette amélioration du moral se transforme, ou non, en véritable soulagement dans les foyers.

Il y a des pertes qui valent davantage qu'un long discours.

Celle annoncée par le fonds souverain norvégien en est une. Au premier trimestre 2026, le plus grand fonds souverain au monde a enregistré une perte comptable de 636 milliards de couronnes norvégiennes, soit environ 68,4 milliards de dollars, avec un rendement négatif de 1,9 %. À lui seul, ce chiffre dit beaucoup de l'état réel de l'économie mondiale : la crise n'est plus une hypothèse, elle est devenue une ligne dans les comptes des plus puissants investisseurs de la planète.

Le fonds, géré par Norges Bank Investment Management, n'est pas un acteur marginal. Avec une valeur proche de 20.000 milliards de couronnes à fin mars 2026, il constitue une sorte de thermomètre géant de la mondialisation financière. Sa particularité est d'être exposé à l'ensemble des grands marchés internationaux, avec une forte présence aux États-Unis. Quand un tel portefeuille tousse, ce n'est pas seulement Oslo qui s'enrhume : c'est Wall Street, la technologie américaine, les marchés obligataires, les devises et les tensions géopolitiques qui apparaissent dans le même miroir.

La guerre au Moyen-Orient a pesé lourdement sur les marchés boursiers mondiaux, notamment sur les grandes valeurs technologiques américaines. Or, ces dernières avaient longtemps joué le rôle de locomotive quasi magique des portefeuilles internationaux. Le premier trimestre rappelle une évidence oubliée : la technologie n'abolit pas le risque géopolitique. Elle peut même l'amplifier lorsque les valorisations sont élevées, les chaînes d'approvisionnement fragiles et les investisseurs concentrés sur quelques géants cotés. Reuters relève que la baisse du S&P 500 sur la période s'inscrit dans ce contexte de choc lié au conflit.

La « preuve par 9 » tient ici en trois chiffres : -1,9 % de rendement, 636 milliards de couronnes de perte comptable, 646 milliards de couronnes d'effet négatif lié à l'appréciation de la couronne norvégienne. Autrement dit, la crise n'est pas seulement boursière. Elle est aussi monétaire. Elle rappelle que dans une économie globalisée, un fonds peut perdre à la fois par la baisse des actifs et par les mouvements de change.

Il faut pourtant éviter la lecture catastrophiste. Le fonds a légèrement surperformé son indice de référence de 0,01 point de pourcentage, signe que sa gestion n'a pas décroché du marché. Et les données disponibles indiquent que le rebond d'avril a déjà compensé une partie des pertes du premier trimestre, notamment après l'annonce d'un cessez-le-feu.

Mais le message demeure brutal : même les institutions les plus solides ne vivent plus à l'abri des secousses géopolitiques. La finance mondiale découvre une fois encore que la stabilité n'est pas un acquis, mais une parenthèse. Et lorsque le fonds norvégien perd 68 milliards de dollars en trois mois, ce n'est pas seulement une mauvaise performance : c'est une alerte rouge sur la fragilité du moment économique mondial.



Le Maroc et l'Espagne ont engagé une opération de contrôle technique de leur interconnexion électrique sous-marine, un axe clé reliant les deux rives du détroit de Gibraltar.

Une opération technique sur une infrastructure stratégique

L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) et le gestionnaire espagnol Red Eléctrica ont lancé une procédure internationale pour inspecter les câbles sous-marins reliant le nord du Maroc à la région de Tarifa.

L'intervention porte sur les deux interconnexions existantes, installées à des profondeurs dépassant 600 mètres. Elle comprend un examen visuel et structurel, dans le cadre d'un processus en deux étapes, avec sélection de l'offre présentant les meilleures garanties techniques.

Pilotée depuis Tanger, cette opération s'inscrit dans les protocoles réguliers de maintenance d'une infrastructure jugée essentielle pour la stabilité des échanges électriques entre les deux pays.

Un lien énergétique clé entre deux continents

Mise en place à la suite d'un accord conclu en 1993 et entrée en service à la fin des années 1990, cette interconnexion constitue une liaison directe entre les réseaux marocain et espagnol.

Depuis plus de trois décennies, elle joue un rôle structurant dans les flux d'électricité entre le Maroc et l'Europe occidentale.

LE CÂBLE MAROC-ESPAGNE SOUS HAUTE SURVEILLANCE

Sa supervision régulière répond à des exigences de sécurité d'approvisionnement et de stabilité du réseau, dans un contexte de montée des échanges transfrontaliers. À ce stade, l'opération engagée ne prévoit pas de nouvelles capacités, mais vise à fiabiliser les installations existantes.

Un contexte énergétique en pleine recomposition

Cette initiative intervient alors que les interconnexions électriques gagnent en importance en Europe, dans un contexte de diversification des sources d'énergie. Parallèlement, le Maroc explore avec la France un projet de câble sous-marin direct, connu sous le nom de Qantara Med, qui permettrait un accès au marché européen sans transit par l'Espagne. De son côté, Madrid poursuit ses propres projets dans le détroit, notamment le raccordement entre Ceuta et la péninsule ibérique.

Dans ce paysage en mutation, l'interconnexion actuelle conserve un rôle central. Elle constitue un canal clé pour l'exportation d'électricité, notamment dans un contexte de montée en puissance des énergies renouvelables marocaines, en particulier le solaire et l'éolien.

Un axe à sécuriser dans la durée

À court terme, l'inspection vise à sécuriser un actif stratégique pour les deux pays. À plus long terme, elle s'inscrit dans une dynamique plus large de repositionnement énergétique, où le Maroc pourrait renforcer son rôle dans les flux d'électricité vers l'Europe.



HYDROCARBURES ET MINES : LA RÉFORME DE L'ONHYM OUVRE UNE NOUVELLE ÉTAPE, SOUS SURVEILLANCE

La transformation de l'Office national des hydrocarbures et des mines en société anonyme s'inscrit dans la vaste restructuration des entreprises publiques. Derrière la réforme juridique, c'est une question de gouvernance et de crédibilité économique qui se joue.

La Commission des secteurs productifs à la Chambre des conseillers a approuvé le projet de loi transformant l'Office national des hydrocarbures et des mines en société anonyme. Le geste s'inscrit dans un mouvement plus large de modernisation de la sphère publique économique. Sur le papier, l'objectif est clair : améliorer la gouvernance, gagner en efficacité, renforcer la compétitivité et attirer davantage d'investissements.

Ce type de réforme est souvent présenté comme technique. Il ne l'est jamais complètement. Changer la forme juridique d'un acteur stratégique n'a d'intérêt que si cela produit un changement réel dans les pratiques de pilotage, de transparence, de décision et de performance. Sinon, on déplace les lignes sur l'organigramme sans toucher au cœur du problème.

Dans le cas de l'ONHYM, l'enjeu est d'autant plus sensible que le Maroc évolue dans un environnement énergétique et minier de plus en plus tendu. La compétition pour les ressources, la pression sur la souveraineté énergétique, la montée des métaux critiques et la nécessité d'une gouvernance plus lisible rendent cette réforme difficile à banaliser. Le pays a besoin d'acteurs solides, capables de négocier, de planifier, d'explorer et d'attirer des partenaires crédibles.

Reste une vigilance légitime : la logique de performance ne doit pas s'écrire contre l'intérêt public. Dans les secteurs stratégiques, la modernisation n'a de sens que si elle améliore à la fois l'efficacité économique et la responsabilité institutionnelle. C'est là que la réforme sera jugée, au-delà des textes.

**La bonne question n'est donc pas seulement : quelle forme pour l'Office ?
Mais plutôt : quelle colonne vertébrale stratégique pour les années qui viennent ?**



LODJ

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



By Lodj

LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

Pressplus est le kiosque 100 % digital & augmenté
de L'ODJ Média, groupe de presse Arrissala SA
magazines, hebdomadaires & quotidiens...



www.pressplus.ma

IA DANS LES PME : LE VRAI VIRAGE COMMENCE MAINTENANT

Nous passons d'une IA conversationnelle à une IA opérationnelle : le sujet devient stratégique pour les PME marocaines.

On connaissait ChatGPT comme un interlocuteur. On lui posait une question, il répondait. On lui demandait un tableau, une synthèse, un plan ou un texte, il les produisait. Mais il fallait rester là, devant l'écran, guider chaque étape, relancer, corriger, vérifier, reformuler. L'intelligence artificielle était puissante, certes, mais encore dépendante d'une présence humaine continue.

Ce modèle est en train de changer de nature. Avec l'arrivée des agents IA, et plus particulièrement des workspace agents, l'IA ne se contente plus seulement de répondre. Elle commence à agir, à organiser, à suivre des tâches, à préparer des livrables, à exécuter des chaînes de travail pendant que l'utilisateur fait autre chose. En clair : nous passons d'une IA conversationnelle à une IA opérationnelle.

C'est ici que le sujet devient stratégique pour les PME marocaines.

Car au-delà des grands groupes, des banques, des télécoms ou des institutions qui disposent de budgets, d'équipes informatiques et de consultants spécialisés, la réalité économique du Maroc repose largement sur les petites et moyennes entreprises. Ce sont elles qui emploient, produisent, vendent, exportent, innovent parfois dans l'ombre, et supportent une bonne partie du tissu économique national. Or, face à l'IA, beaucoup avancent encore trop lentement.

Le risque n'est pas seulement technologique. Il est économique.

Demain, une PME qui saura utiliser des agents IA pour automatiser sa veille commerciale, préparer ses devis, analyser ses ventes, répondre plus vite à ses clients, produire du contenu, suivre ses stocks ou améliorer sa gestion administrative gagnera un avantage décisif. Non pas parce qu'elle aura remplacé ses équipes par des machines, mais parce qu'elle aura augmenté leur capacité d'action.

À l'inverse, une PME qui restera à l'écart risque de voir ses concurrents aller plus vite, mieux cibler leurs clients, réduire leurs coûts, améliorer leurs délais et professionnaliser leur communication. L'écart ne se jouera plus seulement sur la taille de l'entreprise, mais sur sa vitesse d'adaptation.

Le vrai malentendu, aujourd'hui, consiste à croire que l'IA est un luxe réservé aux grandes structures. C'était peut-être vrai hier. Cela l'est de moins en moins. Les outils deviennent plus accessibles, les interfaces plus simples, les usages plus concrets. Une petite entreprise peut désormais automatiser une partie de sa prospection, structurer ses données, générer des tableaux de bord, préparer des rapports ou produire des supports commerciaux sans investir dans une armée de développeurs.

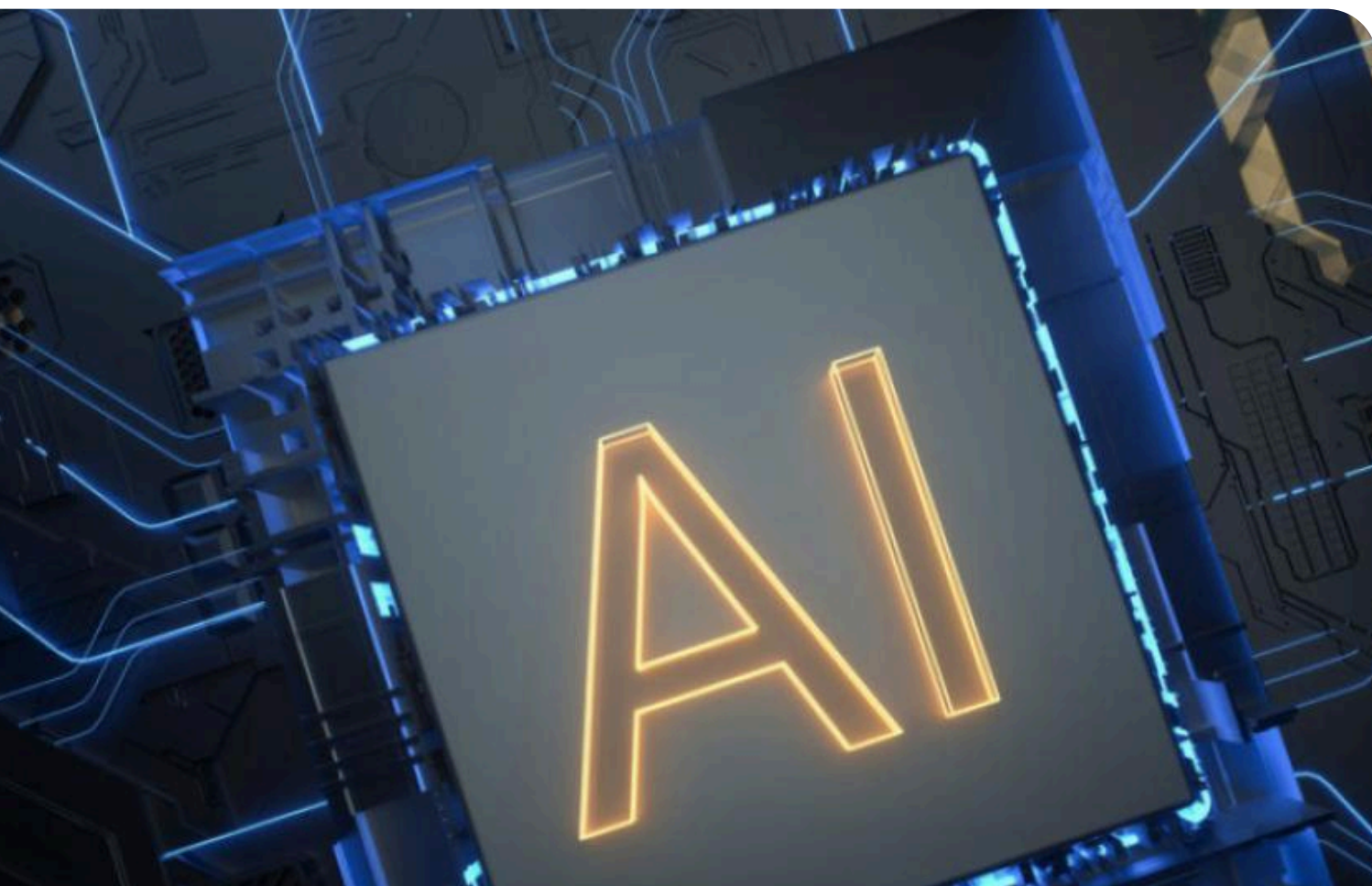
Mais l'adoption de l'IA ne se décrète pas. Elle suppose un minimum de méthode. Il ne s'agit pas de courir après chaque nouvel outil à la mode, ni de confier aveuglément ses données à n'importe quelle plateforme. Il faut identifier les tâches répétitives, les pertes de temps, les points de friction, puis introduire l'IA là où elle apporte un gain réel : temps, qualité, précision, réactivité.



Pour les PME marocaines, le premier chantier est donc culturel. Il faut sortir de la fascination abstraite pour l'IA et entrer dans l'usage concret. Une IA qui rédige mieux un mail commercial, prépare une relance client, classe des factures, analyse les réclamations ou produit une note de synthèse n'est pas un gadget. C'est un levier de productivité.

Le deuxième chantier est humain. Les collaborateurs doivent être formés, rassurés, accompagnés. L'IA ne doit pas être présentée comme une menace, mais comme un nouvel environnement de travail. Ceux qui sauront dialoguer avec ces outils, les contrôler et les intégrer intelligemment dans leur métier auront une longueur d'avance.

Le troisième chantier est stratégique. L'IA ne doit pas rester une affaire de curiosité individuelle. Elle doit entrer dans la gestion quotidienne de l'entreprise : direction, commerce, comptabilité, ressources humaines, relation client, production, communication. Chaque fonction peut gagner en efficacité, à condition de ne pas confondre automatisation et pilotage automatique.



Car les agents IA ne sont pas magiques. Ils peuvent se tromper, mal interpréter une consigne, produire des résultats approximatifs. Leur force dépendra toujours de la qualité des instructions, des données fournies et du contrôle humain. L'enjeu n'est donc pas de dormir pendant que l'IA travaille, mais de savoir ce qu'on lui confie avant de dormir.

L'avenir des PME marocaines se joue peut-être ici : dans leur capacité à transformer l'IA en outil quotidien, simple, utile et rentable. Pas demain. Maintenant. Ceux qui attendent que la technologie soit parfaitement mature risquent de découvrir trop tard que leurs concurrents auront déjà appris à s'en servir.

RYANAIR ET LA MAINTENANCE MOTEUR : LE MAROC PEUT GAGNER GROS, À CONDITION DE VISER PLUS HAUT QUE L'ASSEMBLAGE

L'annonce d'un investissement massif de Ryanair dans la maintenance moteur replace le Maroc dans une équation industrielle prometteuse. Encore faut-il transformer l'intérêt en ancrage durable.

Ryanair prévoit d'investir 800 millions de dollars dans la maintenance de ses moteurs, et le Maroc apparaît dans cette séquence comme une destination sérieusement envisagée. L'information n'a rien d'anodin. Elle touche à un secteur où tout se joue sur la confiance industrielle, la qualité des infrastructures, la formation technique et la capacité à s'inscrire dans des chaînes de valeur très exigeantes.

Pour le Maroc, la logique est claire : après avoir consolidé sa place dans l'automobile et dans certaines niches aéronautiques, il s'agit désormais de monter en intensité industrielle. La maintenance aéronautique n'est pas seulement une activité de service technique. C'est un levier d'emploi qualifié, de transfert de savoir-faire, d'intégration internationale et de réputation. Quand un acteur comme Ryanair regarde un pays, il ne regarde pas seulement un coût. Il regarde une fiabilité.

Reste que la concurrence est rude. D'autres places se positionnent avec agressivité. Et le Maroc, s'il veut transformer cette opportunité en implantation structurante, devra aller au-delà du discours de plateforme. Il faudra sécuriser le foncier, accélérer la formation spécialisée, fluidifier les procédures, garantir un environnement industriel stable. Sans cela, l'intérêt restera intérêt.

Le point important est peut-être ailleurs : ce type de projet montre que le Maroc n'est plus seulement perçu comme un marché ou une base d'export. Il commence à être lu comme un nœud technique crédible. C'est un changement de regard. Et, dans l'industrie, le regard des grands groupes finit souvent par précéder les grandes décisions.



L'enjeu n'est pas seulement d'attirer Ryanair. L'enjeu, pour le Maroc, est de devenir le lieu où l'on vient quand il faut réparer, certifier et faire confiance.

ENTREPRISES : LE RECORD DE 2025 DIT QUELQUE CHOSE DU MAROC, MAIS PAS TOUTE L'HISTOIRE

Avec 92.000 entreprises créées en 2025, le Maroc affiche un niveau inédit. Le chiffre impressionne. Il mérite pourtant d'être lu avec un peu plus de sang-froid que ne le permet la communication institutionnelle.

Le Maroc a enregistré en 2025 un record historique de créations d'entreprises, avec 92.000 nouvelles structures recensées. Sur le papier, le signal est fort. Il confirme une dynamique entrepreneuriale réelle, dans un pays qui cherche depuis plusieurs années à consolider son attractivité, à simplifier l'acte d'investir et à faire émerger un tissu productif plus dense.

Mais un record de création ne vaut pas automatiquement preuve de solidité. C'est là que le regard journalistique doit ralentir. Combien de ces entreprises survivront au cap des deux ou trois premières années ? Combien créeront de l'emploi durable ? Combien resteront de simples coquilles administratives ouvertes sous l'effet d'une conjoncture, d'un marché public ou d'un besoin ponctuel ? Le chiffre brut dit l'élan. Il ne dit pas encore la profondeur.

Le Maroc avance, c'est indéniable. L'écosystème s'est structuré, les discours sur l'investissement ne sont plus les mêmes qu'il y a dix ans, et l'idée d'entreprendre s'est banalisée dans une partie de la jeunesse urbaine. Mais derrière la statistique flatteuse subsistent les fragilités connues : accès au financement, délais de paiement, informalité concurrente, pression fiscale mal vécue par certains petits acteurs, et difficulté à passer du statut de petite structure à celui d'entreprise qui grandit réellement.

Ce record est donc une bonne nouvelle. Une vraie. À condition de ne pas le transformer trop vite en autosatisfaction. La question, maintenant, n'est plus seulement combien d'entreprises naissent, mais combien tiennent debout.

Créer est un début. Dans l'économie réelle, la vraie victoire reste de durer.



SIAM : RABAT ET PARIS AVANCENT

En marge du SIAM 2026 à Meknès, le Maroc et la France ont acté une relance de leur coopération agricole avec une feuille de route couvrant 2026-2027. Réuni au sein du Comité mixte agricole, ce rapprochement intervient dans un contexte de pressions climatiques et de tensions sur les systèmes alimentaires.

Une dynamique relancée après l'accord de 2024

Cette rencontre s'inscrit dans la continuité de l'accord-cadre signé en 2024, qui a posé les bases d'une coopération renforcée. Depuis, les échanges se sont structurés autour du transfert de savoir-faire, de la recherche et de la coordination entre institutions.

Les deux parties ont également salué les résultats de l'année croisée agricole 2025, présentée comme un levier de rapprochement entre acteurs des deux pays.

L'élevage comme priorité stratégique

Au cœur des discussions, l'élevage s'impose comme un axe central. Les travaux ont porté sur la reconstitution du cheptel, l'amélioration génétique et le développement des ressources fourragères.

Ces priorités visent à adapter les systèmes de production aux effets du changement climatique et à renforcer la sécurité alimentaire.

Formation, recherche et sécurité sanitaire

La coopération ne se limite pas à la production. Elle intègre des volets liés à la formation, à la recherche et à la montée en compétences, à travers des programmes de mobilité et des projets communs.

Sur le plan sanitaire, les échanges entre institutions visent à améliorer la gestion des risques et à sécuriser les échanges agricoles.

Vers des projets plus concrets

Les deux pays affichent également leur volonté de renforcer leur coopération sur la gestion de l'eau et des ressources naturelles, tout en intégrant de nouveaux enjeux comme la digitalisation agricole et l'insertion des jeunes.



MAROC 2030 : 14 MILLIARDS DE DOLLARS POUR ACCÉLÉRER LA MACHINE TRANSPORT

Le Maroc a enclenché un chantier d'une ampleur rare : 14 milliards de dollars pour moderniser son réseau de transport d'ici à la Coupe du monde 2030. L'annonce est spectaculaire. Elle dit quelque chose d'un pays qui ne veut plus seulement accueillir un événement planétaire, mais s'en servir comme levier pour corriger, au moins en partie, ses lenteurs logistiques, ses fractures territoriales et ses coûts invisibles de mobilité.

Sur le papier, l'équation paraît limpide. Meilleures infrastructures, déplacements plus fluides, image renforcée, activité économique stimulée. Mais l'expérience enseigne qu'un grand programme d'investissement ne vaut pas seulement par les montants engagés. Tout se joue ensuite : priorités réelles, délais, exécution, coordination entre acteurs, et surtout utilité durable pour les citoyens une fois les projecteurs éteints. La vraie question n'est donc pas de savoir si le Maroc investit beaucoup. Elle est de savoir s'il investit juste.



Ce programme peut marquer un basculement. À condition qu'il ne se limite pas à une logique de vitrine. Un transport plus moderne n'a de sens que s'il relie mieux les territoires, réduit les inégalités d'accès, soutient l'emploi et facilite la vie quotidienne. En clair, 2030 ne doit pas être une parenthèse brillante. Il faudrait que ce soit une date de rattrapage.

SIAM 2026 : LE MAROC ET LA FRANCE RENFORCENT LEUR ALLIANCE AGRICOLE STRATÉGIQUE.

La tenue du comité mixte agricole marque une nouvelle étape dans la coopération bilatérale.

En marge du Salon International de l'Agriculture au Maroc (SIAM) 2026, le Maroc et la France ont franchi un nouveau cap dans leur partenariat agricole.

La réunion du comité mixte agricole entre les deux pays a permis de consolider une coopération historique, tout en ouvrant la voie à de nouvelles perspectives face aux défis du secteur.

Un rendez-vous stratégique au cœur du SIAM

Organisé à Meknès, le SIAM constitue l'un des plus grands événements agricoles en Afrique.

Véritable vitrine du secteur, il rassemble chaque année des acteurs institutionnels, des professionnels et des investisseurs autour des enjeux majeurs de l'agriculture.

C'est dans ce cadre que s'est tenue la réunion du comité mixte agricole Maroc-France, un mécanisme de dialogue visant à structurer les relations entre les deux pays dans ce domaine clé. Cette rencontre intervient dans un contexte marqué par des défis importants : changement climatique, sécurité alimentaire et transformation des systèmes agricoles.

Une coopération historique en pleine évolution

Les relations agricoles entre le Maroc et la France reposent sur des bases solides, construites au fil des décennies.

La France figure parmi les principaux partenaires du Royaume dans ce secteur, notamment en matière d'échanges commerciaux, de transfert de technologies et de formation.

À travers ce comité, les deux parties ont réaffirmé leur volonté de renforcer cette coopération, en l'adaptant aux nouvelles réalités économiques et environnementales. L'objectif est désormais de passer à une collaboration plus intégrée, axée sur l'innovation et la durabilité.

Des priorités communes face aux défis globaux

Lors des échanges, plusieurs axes stratégiques ont été mis en avant. Parmi eux, la gestion durable des ressources naturelles occupe une place centrale, en particulier dans un contexte de stress hydrique croissant.

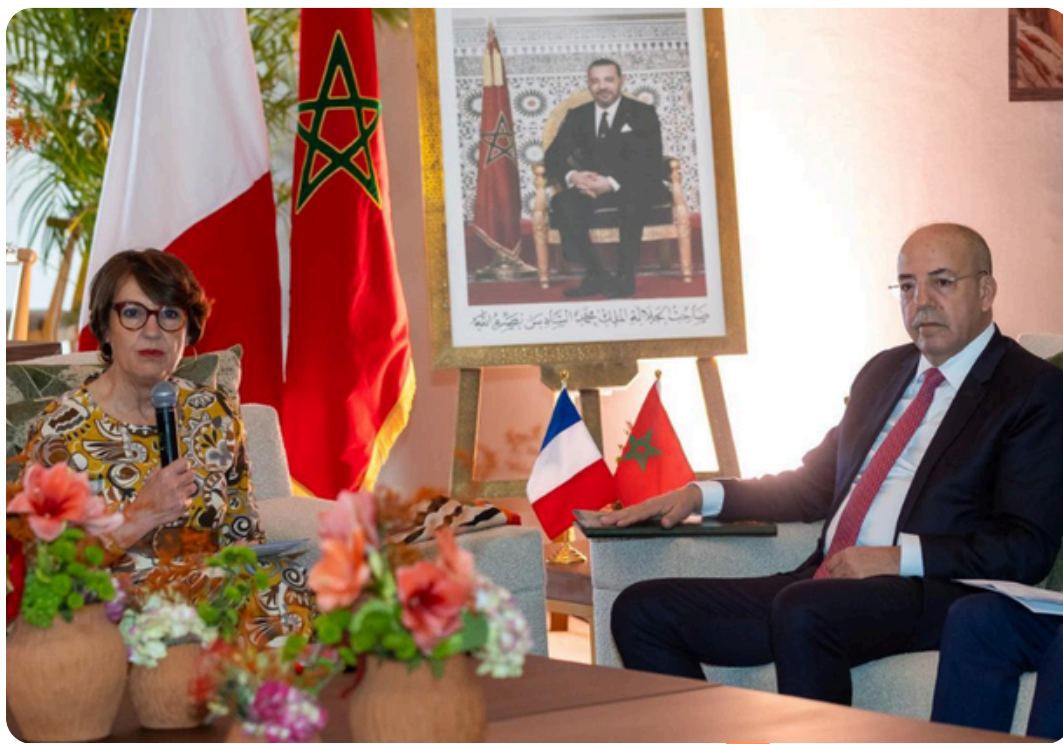
Les deux pays souhaitent également renforcer leur coopération dans le domaine de la recherche agricole, afin de développer des solutions adaptées aux enjeux climatiques.

La modernisation des exploitations, la digitalisation du secteur et l'amélioration de la productivité figurent également parmi les priorités identifiées.

L'innovation au cœur du partenariat

L'un des points clés de cette rencontre concerne le rôle de l'innovation dans la transformation agricole.

Les nouvelles technologies, qu'il s'agisse d'agriculture de précision, de data ou de solutions numériques, offrent des opportunités importantes pour améliorer les performances du secteur.



Le Maroc, engagé dans une dynamique de modernisation à travers ses stratégies agricoles successives, cherche à accélérer cette transition. La coopération avec la France, reconnue pour son expertise, constitue à ce titre un levier stratégique.

Un impact direct sur les filières agricoles

Au-delà des discussions institutionnelles, ce partenariat vise des retombées concrètes pour les filières agricoles. L'objectif est d'accompagner les agriculteurs, d'améliorer la compétitivité des productions et de faciliter l'accès aux marchés.

Les échanges entre opérateurs des deux pays pourraient ainsi se renforcer, favorisant le développement de projets communs et de nouvelles opportunités d'investissement.

Le SIAM, catalyseur de coopération internationale

La tenue de ce comité en marge du SIAM n'est pas anodine. Le salon joue un rôle clé en tant que plateforme d'échanges et de coopération internationale.

Il permet de mettre en relation des acteurs publics et privés, de promouvoir les innovations et de favoriser les partenariats stratégiques.

Dans ce contexte, la rencontre Maroc-France illustre parfaitement la dimension diplomatique et économique de l'événement.

Vers une agriculture plus résiliente

Face aux défis climatiques et économiques, le renforcement de la coopération internationale apparaît comme une nécessité. Le partenariat entre le Maroc et la France s'inscrit dans cette logique, en cherchant à construire des solutions durables et adaptées aux réalités locales.

Cette approche vise à renforcer la résilience des systèmes agricoles, tout en garantissant la sécurité alimentaire.

Un signal fort pour l'avenir du secteur

La tenue du comité mixte agricole en marge du SIAM 2026 envoie un message clair : le Maroc entend consolider ses alliances stratégiques pour accompagner la transformation de son agriculture. Pour la France, il s'agit également de renforcer sa présence sur un marché en pleine évolution.

À terme, cette coopération pourrait jouer un rôle déterminant dans la structuration d'un modèle agricole plus performant, innovant et durable.



MERCK BIOPHARMACEUTIQUE ET GOOGLE CLOUD : UN PARI À 1 MILLIARD DE DOLLARS, POURQUOI FAIRE ?

Merck ne signe pas ici un simple contrat informatique. Le géant biopharmaceutique américain a officialisé, le 22 avril 2026, un partenariat pluriannuel avec Google Cloud, valorisé jusqu'à un milliard de dollars, pour déployer à grande échelle une plateforme d'IA agentique dans l'ensemble du groupe. L'accord couvre la recherche et développement, la fabrication, les fonctions commerciales et les services support. Google Cloud doit aussi détacher ses propres ingénieurs aux côtés des équipes de Merck, avec en toile de fond le déploiement de Gemini Enterprise pour les 75 000 collaborateurs du groupe.

Pourquoi une telle somme ? D'abord parce que Merck veut comprimer le temps long de la pharmacie. Le laboratoire explique vouloir utiliser ces outils sur toute la chaîne de développement du médicament, depuis la recherche précoce jusqu'aux démarches réglementaires. Selon Reuters, Merck utilise déjà l'IA depuis environ deux ans pour automatiser certaines sections de rapports d'études cliniques et affirme avoir réduit de moitié le temps et le coût de compilation de dossiers nécessaires au remboursement de nouveaux médicaments sur plusieurs marchés. Ce détail est central : l'entreprise ne parle plus d'expérimentation, mais de passage à l'échelle mondiale.

Ensuite, il faut comprendre ce que signifie réellement "IA agentique". Il ne s'agit pas seulement d'un assistant conversationnel, mais d'un ensemble d'outils capables d'exécuter des tâches, d'enchaîner des étapes, d'aller chercher de l'information, de proposer des décisions ou de déclencher des actions dans un cadre contrôlé. Dans le cas de Merck, l'ambition affichée est d'optimiser les workflows de R&D, d'améliorer la production via l'analytique prédictive et l'automatisation intelligente, et de personnaliser davantage certaines fonctions commerciales et relationnelles.

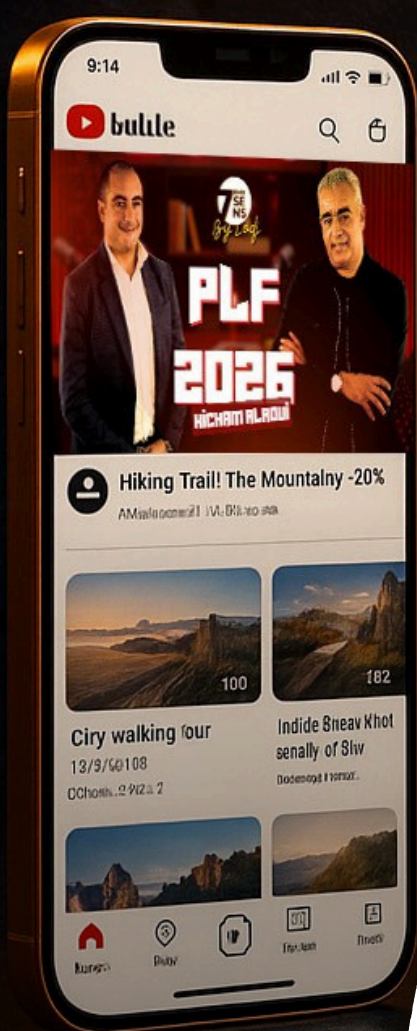
Autrement dit : moins de friction administrative, plus de vitesse industrielle et scientifique.

Mais derrière le récit technologique, il y a aussi un enjeu stratégique. L'industrie pharmaceutique accélère partout sur l'IA, dans l'espoir de réduire coûts et délais de développement. Reuters relevait encore récemment que le secteur mise de plus en plus sur les outils de modélisation, l'automatisation des laboratoires et l'optimisation des essais cliniques. Pour Merck, l'enjeu n'est donc pas seulement d'être plus efficace ; il est aussi de ne pas laisser à ses concurrents un avantage décisif sur la vitesse d'innovation.

Reste une question de fond : un milliard de dollars pour "faire plus vite" suffit-il à "faire mieux" ? Toute la promesse est là. Si l'IA agentique réduit la paperasse, fluidifie la supply chain et aide les chercheurs à décider plus tôt, le pari sera gagnant. Si elle ajoute une couche de dépendance technologique, de complexité ou de risque réglementaire, l'addition sera lourde. Chez Merck, ce milliard n'achète donc pas seulement des logiciels. Il achète du temps, de la productivité, et surtout une position dans la nouvelle compétition mondiale du médicament.



By Lodj



By Lodj
**L'ACTUALITÉ
NE S'ARRÊTE JAMAIS.**

Pour ne rien manquer, branchez-vous sur YouTube, Kick et Twitch.
L'information se vit en direct. Et vous y avez votre place.

www.lodj.ma

ESSAOUIRA : 235 MILLIONS DE DOLLARS POUR DES HÔTELS, GOLF, COMMERCES, RESTAURATION, ANIMATION ET LOISIRS

Le projet touristique porté à Essaouira par Samih Sawiris, en partenariat avec Al Nowais Investments et Sunrise Group, illustre un changement d'échelle très clair dans la stratégie touristique du Maroc. Avec plus de 235 millions de dollars d'investissement annoncés, il ne s'agit pas simplement d'un nouveau complexe hôtelier, mais d'une tentative de transformation structurelle d'une destination déjà attractive, mais encore insuffisamment exploitée sur le segment haut de gamme.

Essaouira dispose depuis longtemps d'atouts naturels et culturels puissants : façade atlantique, patrimoine historique, identité artistique forte, climat tempéré et image de ville authentique. Pourtant, malgré cette singularité, la ville est restée en retrait par rapport à Marrakech, Agadir ou Tanger en matière de capacité d'accueil, de montée en gamme et d'intégration touristique. C'est précisément ce déficit que ce mégaprojet cherche à combler.

L'ampleur du programme en dit long sur l'ambition des promoteurs. Le développement s'étend sur 2,5 millions de mètres carrés en front de mer, avec une première phase qui pourrait déjà intégrer jusqu'à 800 chambres. La montée en puissance sur cinq ans montre que les investisseurs misent sur une logique graduelle,

pensée pour accompagner la demande plutôt que la subir. Ce rythme progressif permet aussi de limiter le risque lié à une mise sur le marché trop brutale d'une offre nouvelle.

Mais l'enjeu principal dépasse largement la seule création de chambres. Le projet vise une destination intégrée, c'est-à-dire un écosystème complet combinant hôtels, golf, commerces, restauration, animation et loisirs. Ce modèle répond à une tendance forte du tourisme international : les visiteurs, notamment à fort pouvoir d'achat, ne recherchent plus seulement un hébergement, mais une expérience globale, fluide et différenciante. En ce sens, Essaouira pourrait changer de statut, passant d'une ville de séjour charmante à une destination premium structurée. L'idée de développer une trentaine d'hôtels de charme est particulièrement stratégique. Elle traduit une volonté de ne pas reproduire un tourisme standardisé ou uniquement massif. Au contraire, les investisseurs semblent vouloir capitaliser sur ce qui fait l'ADN d'Essaouira : son authenticité, son échelle humaine, sa relation à l'artisanat, à la mer et à la culture. Le premium recherché ici ne repose pas uniquement sur le luxe ostentatoire, mais potentiellement sur un luxe d'expérience, plus cohérent avec l'image de la ville.

Le fait que ce projet soit dans les cartons depuis 2004 est aussi révélateur. Cela montre à quel point certains grands projets touristiques au Maroc peuvent être ralentis par des questions de montage, de positionnement ou de contexte économique. Le fait qu'il soit aujourd'hui repris, recalibré et relancé indique que les conditions de marché ont changé. Le timing semble désormais plus favorable, avec une demande touristique robuste, un cadre stratégique plus clair et un intérêt croissant d'investisseurs régionaux pour les actifs touristiques marocains.

Les chiffres du tourisme marocain renforcent cette lecture. Avec près de 19,8 millions de touristes en 2025, en hausse de 14 %, le Maroc confirme son leadership continental. Cette dynamique donne aux investisseurs des signaux rassurants : le pays offre de la visibilité, une trajectoire ascendante et une base de demande déjà installée. Dans un environnement régional parfois plus volatil, le Maroc apparaît comme une plateforme relativement stable pour déployer du capital sur le long terme.



Pour les investisseurs et les grands opérateurs régionaux, l'intérêt est double. D'un côté, ils profitent d'un marché touristique en croissance, soutenu par une politique publique volontariste. De l'autre, ils identifient un espace de montée en gamme encore largement ouvert. Le potentiel ne réside plus seulement dans l'augmentation des volumes, mais dans l'amélioration du revenu par visiteur, de la durée moyenne de séjour et de la consommation sur place.

C'est là que ce projet rejoint directement la feuille de route touristique 2030 du Maroc. Cette stratégie ne cherche pas seulement à attirer plus de visiteurs, mais à mieux répartir les flux, enrichir les produits touristiques et générer plus de valeur. Le tourisme de demain, tel qu'il est pensé par les autorités et les investisseurs, repose moins sur la logique de masse que sur la qualité de l'offre, la diversification des expériences et la rentabilité globale des destinations.

Essaouira peut jouer un rôle important dans cette reconfiguration. La ville a le potentiel de devenir une alternative crédible aux pôles traditionnels, notamment pour une clientèle européenne, moyen-orientale ou nationale à la recherche d'une expérience plus exclusive, moins saturée et plus immersive. Sa proximité relative avec Marrakech peut aussi renforcer son attractivité, en permettant des circuits combinés ou des séjours complémentaires.

Cela dit, le succès d'un tel projet n'est pas automatique. Deux facteurs seront effectivement décisifs. Le premier est la vitesse d'exécution. Dans les grands projets touristiques, les retards peuvent rapidement dégrader la rentabilité, renchérir les coûts et affaiblir la crédibilité du programme. Le second est la capacité réelle du marché à absorber cette nouvelle offre. Même dans une conjoncture favorable, 800 chambres dans une première phase, puis davantage à terme, supposent une montée en puissance commerciale solide, une connectivité renforcée et une stratégie marketing ambitieuse.

Au-delà du marché, d'autres enjeux méritent aussi d'être surveillés. L'intégration du projet dans l'environnement local sera centrale. Essaouira possède un équilibre fragile entre attractivité touristique, qualité de vie et identité patrimoniale. Un développement trop déconnecté du tissu local pourrait générer des tensions ou altérer ce qui fait précisément la valeur de la destination. À l'inverse, un projet bien intégré, créateur d'emplois, connecté aux artisans, aux producteurs locaux et aux acteurs culturels, pourrait produire un effet de levier durable pour toute la région.

La question environnementale sera également incontournable. Un projet de cette taille en front atlantique devra répondre à des exigences élevées en matière d'aménagement, de gestion de l'eau, d'énergie, de préservation du littoral et de durabilité. À l'heure où le tourisme est de plus en plus jugé aussi sur son impact écologique, la crédibilité du programme dépendra en partie de sa capacité à intégrer ces dimensions dès le départ.

En définitive, ce mégaprojet à Essaouira symbolise une nouvelle phase du tourisme marocain : plus capitalisée, plus sélective, plus orientée vers la création de valeur. Si l'exécution suit, il pourrait repositionner durablement la ville sur la carte du tourisme premium international. Mais sa réussite se jouera dans l'équilibre entre ambition financière, cohérence territoriale, absorption du marché et respect de l'identité singulière d'Essaouira.



RABAT AU CŒUR DE LA BATAILLE DES DRONES

Une dynamique industrielle se confirme : Le Maroc attire une nouvelle vague d'industriels de la défense, venus d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Israël, qui choisissent le Royaume comme base pour leurs activités liées aux drones en Afrique. Une évolution qui marque un tournant dans la structuration du secteur.

Une montée en puissance progressive

Le Maroc ne se limite plus à l'acquisition d'équipements, il s'oriente vers la mise en place d'une plateforme intégrée couvrant fabrication, assemblage et distribution de drones. Cette transformation s'inscrit dans un contexte continental marqué par une demande croissante en solutions de surveillance, notamment aux frontières et dans la gestion des menaces sécuritaires.

Cette orientation traduit une volonté de renforcer une filière industrielle locale, capable de répondre aux besoins africains avec des systèmes adaptés.



Rabat, pivot des stratégies industrielles

Plusieurs groupes étrangers ont déjà repositionné leurs activités. Le français Delair a transféré le centre de ses opérations africaines vers Rabat, via une filiale régionale, confirmant le rôle du Maroc comme base logistique et technique.

Dans le même temps, le groupe canadien INKAS étudie l'implantation d'une unité de production combinant drones et véhicules blindés, dans la continuité d'un partenariat engagé depuis 2023. L'objectif est de produire localement des équipements adaptés aux réalités du terrain africain.

Du côté israélien, BlueBird Aero Systems a engagé un programme de transfert de technologie, incluant formation et intégration d'équipes marocaines dans ses chaînes de production. Une étape vers le développement de compétences locales en conception et maintenance.

Une ambition nationale encore en construction

En parallèle, des initiatives marocaines émergent. Lors du Marrakech Air Show, plusieurs entreprises ont présenté des drones conçus localement, signe d'une volonté de bâtir une base industrielle nationale.

Des acteurs comme Ballistic Defense Systems et Qsar Aerospace ont dévoilé des modèles, dont des munitions rôdeuses, illustrant une montée en compétence progressive appuyée par des efforts en recherche et développement.

Entre attractivité et limites structurelles

Malgré ces avancées, des incertitudes persistent. Une partie reste à l'état de prototypes ou démonstrateurs, et les institutions sécuritaires continuent de privilégier des systèmes disposant d'un historique opérationnel solide.

Le Maroc avance ainsi entre attractivité pour les investisseurs étrangers et ambition de souveraineté industrielle.

ARCHITECTES : UNE PROFESSION EN CRISE QUI PARLE AUSSI DU MODÈLE URBAIN

Les architectes marocains dénoncent une crise profonde de leur profession. Le malaise n'est pas anodin. Quand les architectes tirent la sonnette d'alarme, ce n'est pas seulement une corporation qui exprime un malaise économique. C'est aussi un symptôme de la manière dont un pays produit sa ville, son habitat, son cadre de vie, ses arbitrages entre qualité, coût, vitesse et vision à long terme.

La profession évoque des difficultés économiques, une concurrence devenue rude, des déséquilibres de marché. En filigrane, on entend autre chose : la place de la conception dans la chaîne de production bâtie se fragilise. Or lorsque la valeur de l'architecture recule, ce n'est pas seulement le revenu des architectes qui souffre. C'est parfois la qualité urbaine elle-même qui se banalise, avec des projets plus standardisés, moins ambitieux, plus compressés par des logiques de rendement immédiat.

Le sujet mérite une lecture plus large. Dans un Maroc qui construit beaucoup et qui continue de transformer ses territoires, la crise des architectes interroge le rapport entre développement et exigence. Veut-on seulement bâtir vite, ou bâtir juste ? La profession réclame des mesures. Elle pose surtout, en creux, une question de civilisation urbaine que l'on préfère souvent repousser jusqu'au jour où le paysage, lui, a déjà tranché.



START-UP ET GRANDS GROUPES : UN DIALOGUE ENCORE FRAGILE AU MAROC

Au Maroc, la collaboration entre grandes entreprises et start-up reste encore limitée, malgré un écosystème entrepreneurial en pleine croissance.

Pour plusieurs acteurs du secteur, dont Salma Kabbaj, ce manque de synergies freine l'innovation et révèle des différences profondes de culture et de fonctionnement.

Une collaboration encore peu ancrée dans les pratiques

Malgré la montée en puissance des start-up marocaines ces dernières années, les relations avec les grandes entreprises demeurent timides.

Le constat est partagé par de nombreux experts de l'écosystème : les grands groupes n'ont pas encore pleinement intégré l'intérêt stratégique de travailler avec de jeunes structures innovantes.

Cette situation s'explique en partie par des habitudes bien ancrées.

Les grandes entreprises fonctionnent souvent selon des modèles organisationnels rigides, avec des processus décisionnels longs et des exigences élevées en matière de conformité.

À l'inverse, les start-up évoluent dans un environnement agile, où la rapidité d'exécution et la prise de risque sont essentielles.

Résultat : les deux mondes peinent à se rencontrer et à construire des collaborations durables.

Un choc de cultures entre agilité et lourdeur structurelle

Le principal frein à cette coopération réside dans un décalage culturel.

D'un côté, les start-up misent sur l'expérimentation, l'innovation rapide et l'adaptation constante. De l'autre, les grandes entreprises privilégient la stabilité, la gestion des risques et la planification à long terme.

Ce contraste complique les partenariats. Les jeunes entreprises peuvent se retrouver freinées par des délais trop longs ou des exigences administratives lourdes.

À l'inverse, les grands groupes peuvent percevoir les start-up comme des structures encore immatures, avec des modèles économiques jugés fragiles.

Ce manque de compréhension mutuelle limite les opportunités de collaboration, alors même que les complémentarités sont évidentes.

Un potentiel pourtant stratégique pour l'innovation

Malgré ces obstacles, les experts s'accordent sur un point : la collaboration entre grandes entreprises et start-up représente un levier majeur pour stimuler l'innovation au Maroc.

Les start-up apportent des solutions technologiques, une capacité d'innovation rapide et une culture du changement.

Les grandes entreprises, quant à elles, disposent de ressources financières, d'un accès au marché et d'une capacité de déploiement à grande échelle.

En combinant ces atouts, il serait possible d'accélérer la transformation digitale de nombreux secteurs et de renforcer la compétitivité de l'économie nationale.

Dans plusieurs pays, ce type de partenariat est déjà au cœur des stratégies d'innovation.

Vers une évolution progressive des mentalités

Face à ces enjeux, les lignes commencent toutefois à bouger. Certaines grandes entreprises marocaines initient des programmes d'open innovation, des incubateurs internes ou des partenariats ciblés avec des start-up.

De leur côté, les jeunes pousses s'adaptent progressivement aux exigences des grands comptes, en structurant davantage leur organisation et en renforçant leur crédibilité.

Cette évolution reste encore progressive, mais elle témoigne d'une prise de conscience croissante : l'innovation ne peut plus être cloisonnée.

À terme, une meilleure collaboration entre ces deux univers pourrait devenir un pilier du développement économique du pays.



FLASH - ÉCO

Oléagineux au Maroc : plus de 50.000 hectares attendus, une filière en relance

Oléagineux : reprise du secteur

Portée par le retour des pluies après plusieurs années de sécheresse, la filière des oléagineux amorce une reprise notable au Maroc. Les superficies cultivées devraient dépasser les 50.000 hectares cette année, un niveau inédit depuis longtemps.

Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie de relance visant à améliorer les rendements et structurer durablement le secteur. Un centre technique dédié est également en cours de mise en place pour accompagner les agriculteurs et renforcer la production locale.

Malgré cet optimisme, la filière reste prudente et souligne qu'elle couvre encore une faible part des besoins nationaux en huiles.



Ceuta importe plus de 4 000 tonnes de sable depuis le Maroc

Sable marocain vers Ceuta

Depuis la réouverture des frontières et la mise en place des douanes commerciales, Ceuta a importé plus de 4 000 tonnes de sable et de gravier en provenance du Maroc. Au total, 4 122 tonnes de matériaux granulaires ont été acheminées par environ 130 camions.

Cette activité représente actuellement l'un des flux commerciaux les plus réguliers entre les deux territoires. Les opérations restent toutefois limitées aux jours ouvrables et à une liste restreinte de produits.

Si les autorités locales y voient un signe de fonctionnement des échanges, certains acteurs économiques estiment que l'activité reste encore très limitée et peu encadrée.

Pratt & Whitney Canada inaugure une nouvelle usine au Maroc à Nouaceur

Pratt & Whitney s'installe à Nouaceur

Pratt & Whitney Canada a inauguré une nouvelle usine dans la zone Midparc à Nouaceur, renforçant sa présence industrielle au Maroc.

Le site, d'une superficie de 12 000 m², produira des pièces de moteurs d'avion et devrait créer environ 200 emplois d'ici 2030.

Il est dédié notamment aux composants de la gamme PT6.

L'usine intègre des technologies modernes et des systèmes numériques pour optimiser la production. Ce projet s'inscrit dans la stratégie de développement du groupe au sein de l'écosystème aéronautique marocain.



Maroc : la production animale représente 35% du PIB agricole

Production animale : poids clé

La production animale contribue à 35% du PIB agricole au Maroc et génère environ 135 millions de journées de travail par an. Elle fait vivre près de 1,2 million d'éleveurs et repose sur un cheptel de 33 millions de têtes.

La production atteint 530 000 tonnes de viandes rouges, 784 000 tonnes de viandes blanches et 2 milliards de litres de lait.

Le secteur couvre aussi 100% des besoins en œufs. Le gouvernement mise sur la modernisation, la santé animale et le soutien aux éleveurs pour renforcer cette filière stratégique.



Cannabis licite : la production dépasse les 19 000 quintaux en 2025

Production en hausse

La production de cannabis licite a atteint 19 576 quintaux en 2025, en hausse par rapport à l'année précédente, selon l'ANRAC. Plus de 5 700 autorisations ont été délivrées, principalement pour la culture, au profit de plus de 5 000 agriculteurs.

La superficie cultivée s'élève à plus de 3 100 hectares, avec des variétés locales et importées.

Côté industrie, plusieurs usines de transformation ont été lancées ou sont en construction. Plus de 600 points de vente commercialisent désormais ces produits. À l'international, les produits marocains gagnent du terrain dans plusieurs pays.

Un consortium égypto-émirati investit plus de 2 milliards de DH dans un projet à Essaouira

Investissement touristique à Essaouira

Un consortium réunissant plusieurs investisseurs égyptiens et émiratis prévoit d'injecter plus de 2 milliards de dirhams dans un vaste projet touristique à Essaouira. Le projet s'étend sur 2,5 millions de m² et comprend la construction d'hôtels, de résidences et d'espaces de loisirs.

La première phase prévoit plusieurs centaines de chambres ainsi qu'un complexe commercial et touristique. L'investissement sera déployé sur plusieurs années dans le cadre d'un plan de développement progressif.

Cette initiative s'inscrit dans la dynamique de croissance du tourisme au Maroc, qui connaît une forte hausse des arrivées de visiteurs. L'objectif national reste d'atteindre 26 millions de touristes d'ici 2030.



Industrie aéronautique : Implantation stratégique de Pratt & Whitney

Le Maroc renforce sa position dans l'industrie aéronautique internationale avec l'ouverture d'une nouvelle usine du groupe américain Pratt & Whitney à Casablanca. Ce projet industriel majeur a été inauguré par le ministre de l'Industrie et du Commerce, Ryad Mezzour, en présence d'Abdellatif Loudiyi, ministre délégué auprès du Chef du Gouvernement chargé de l'Administration de la Défense nationale, ainsi que de Karim Zidane, ministre délégué chargé de l'Investissement. Le montant total de l'investissement s'élève à 715 millions de dirhams.



Installée dans la zone industrielle Midparc à Nouaceur, cette unité couvre une superficie d'environ 130 000 pieds carrés. Elle est dédiée à la production de composants métalliques de haute précision pour moteurs d'avions, notamment ceux de la gamme PT6, largement utilisés dans l'aviation régionale et utilitaire à l'échelle mondiale.

Cette réalisation représente une avancée importante pour le développement industriel du Royaume. Elle participe à l'évolution de la production nationale vers des activités à plus forte valeur ajoutée. À l'horizon 2030, le site devrait permettre la création d'environ 200 emplois qualifiés et renforcer davantage l'intégration du Maroc dans les chaînes d'approvisionnement mondiales de l'aéronautique.

Campagne agricole 2025-2026 : le Maroc prévoit près de 90 millions de quintaux

Bonne récolte céréalière

La campagne agricole 2025-2026 s'annonce favorable avec une production céréalière estimée à près de 90 millions de quintaux, selon le ministère de l'Agriculture. Cette performance est portée par des pluies importantes qui ont touché l'ensemble des régions agricoles du pays.

La superficie emblavée atteint environ 3,9 millions d'hectares, traduisant une reprise après plusieurs années de sécheresse. Les cultures fruitières comme l'olivier, les agrumes et les dattes affichent également de bons résultats.

Les réserves des barrages ont atteint un niveau élevé, renforçant les perspectives d'irrigation. Cette dynamique devrait contribuer à une hausse notable du PIB agricole.



By Lodj



LE MONDE EN CHIFFRES

Lisez ECOBUSINESS sur PressPlus et accédez à une analyse approfondie de l'actualité économique marocaine et internationale.

www.pressplus.ma

